|  |
| --- |
| **Enquêtes**  **collectives** |
| **en sciences sociales** |
| **25 - 27 juin 2014 MSH de Dijon** |



|  |
| --- |
| © 2010 Pinto, Queirós**bandeau copie.jpg**  **L**e CESAER et la MSH de Dijon organisent un colloque sur le thème des enquêtes collectives en sciences sociales**,** qui s’adresse à l’ensemble des chercheurs en sciences humaines et sociales.  Si le redéploiement des enquêtes collectives est inséparable de l’évolution du contexte institutionnel et financier de la recherche dans les dernières décennies, ce colloque vise d’abord à réunir des retours d’expériences contemporaines et des travaux d’histoire des sciences sociales relatifs aux enquêtes collectives. Il s’agit de cerner les évolutions épistémologiques et scientifiques qui se font jour dans les pratiques collectives de la recherche.  Trois axes sont privilégiés :  **⭬ Histoire des enquêtes collectives**  **⭬ Les enquêtes collectives contemporaines**  **⭬ Revisite, archivage et mutualisation des données**  Les propositions de communication (résumé de 3000 caractères, en français ou en anglais) sont à saisir avant **le 15 février 2014** sur le site du colloque : https://colloque.inra.fr/enquetes\_collectives  Les communications seront en français ou en anglais, mais sans traduction simultanée.  Pour plus de détails, voir les consignes pour les propositions et le calendrier à la fin du document. |

**⮡ Argumentaire**

# Ce colloque invite à retracer des histoires d’enquêtes collectives passées comme un ensemble de répertoires de pratiques, autant qu’à s’interroger sur les formes contemporaines de ce type d’enquêtes. Nous n’entendons nullement fermer une définition de l’enquête collective en sciences sociales et adoptons une compréhension ouverte et large des collectifs en sciences sociales. L’enquête collective fait référence bien sûr au travail de collecte de données, comme à celui d’interprétation et d’écriture, incluant autant les chercheurs eux-mêmes que les personnels de soutien, des secrétariats à l’ingénierie en passant par les dispositifs institutionnels. Une telle réflexivité s’inscrit plus largement dans une analyse de la division du travail en sciences sociales. D’une certaine manière, toute enquête est d’emblée collective, explicitement ou non. Il s’agit aussi de mettre à jour l’implicite collectif de nombreux travaux « d’auteurs ».

# En France, le renouveau contemporain des enquêtes collectives s’inscrit dans un temps singulier. L’âge d’or des enquêtes collectives se situe vraisemblablement dans les années 1960, marquées par une forte division hiérarchisée du travail scientifique, par une spécialisation des domaines d’études et des méthodes par discipline, et par une structure mandarinale des mondes académiques. Le renouveau contemporain fait donc suite au déclin de l’enquête collective, dans un contexte de réunification des sciences sociales, de requalification du travail de terrain et de reconfiguration des modes de financements. Ce déclin est à relier à la consécration de l’auteur, avec deux facettes, celle de la recherche individuelle armée d’une méthode réflexive et positive pour les uns, et, pour d’autres, celle d’une conception plus littéraire des sciences sociales de terrain. L’essor très important du « terrain », de l’ethnographie, s’est donc réalisé dans un temps d’impossible délégation du travail de recueil et d’analyse des données. Depuis les années 1980, un seul et même chercheur conduit généralement la recherche, de la collecte à l’interprétation. Mais en même temps, la remise en cause de l’institution laboratoire dans la structuration institutionnelle de la recherche au profit de collectifs *ad-hoc* constitués le temps de « projets » a redéployé des mécanismes de production du collectif en sciences sociales. Ce redéploiement des collectifs constitue-t-il un retour vers une conception usinière de travail collectif et de la division du travail ? Pour l’immense majorité des collectifs ainsi constitués, les pratiques de recherche sont bien souvent à réinventer, sans modèle préétabli : il s’agit de trouver des outils de partage scientifique adaptés à leur épistémologie et à leur conception politique du collectif. Il importe donc de comparer les expériences pour systématiser aujourd’hui divers types d’organisations du travail et d’enquêtes collectives.

# Ainsi ce colloque sur les enquêtes collectives vise à interroger plusieurs facettes du métier de chercheur en sciences sociales : l’articulation entre les diverses disciplines ; le type de hiérarchisation du travail scientifique (selon les statuts, le genre, les générations et les périodes) ; les gains analytiques attendus de tels dispositifs collectifs, mais aussi les éventuelles déceptions ou échecs ; les méthodes mises au point à travers le temps et selon les traditions académiques pour la mise en commun ou non des données ; les dispositifs institutionnels des collectifs (de l’équipe éphémère sur projet au laboratoire institué) ; les choix éditoriaux et d’écriture individuelle ou collective des travaux collectifs…

# Trois axes sont privilégiés :

|  |
| --- |
| **◣ L’histoire des enquêtes collectives** |

# Un des objectifs du colloque est de réunir les connaissances existantes en sciences sociales sur les enquêtes collectives passées, de repérer différents types d’enquêtes collectives et d’analyser les différents modèles scientifiques à partir desquels elles ont été conçues. Il ne s’agit pas de prétendre à saisir l’exhaustivité du genre, mais de prendre la mesure de l’extrême diversité des expériences tentées à ce jour, des réussites et des difficultés. En effet, le modèle historique de l’enquête collective a pris des formes très variées : enquêtes alimentaires de Le Play, enquête folklorique du début du siècle basée sur une armée d’instituteurs, missions anthropologiques (comme Dakar-Djibouti), excursions géographiques de la IIIème République à aujourd’hui, divisions historiennes départementales de la France dans la pratique d’encadrement d’Ernest Labrousse, division usinière du travail en sciences sociales dans les grandes enquêtes collectives des années 1960 et 1970 (comme on a pu l’observer à Plozévet ou dans le Châtillonnais), enquête TRA de l’INED, ou encore division scientifique et thématique du travail au sein d’un grand laboratoire autour d’un grand nom ou d’une théorie, comme cela a pu être le cas lors des enquêtes du CSE avec Pierre Bourdieu ou du LAS avec Claude Levi-Strauss. Nous espérons aussi sortir du cadre français pour rendre compte d’expériences aussi diverses que les projets d’ethnologie européenne et d’enquêtes collectives de la fin du XIXème siècle, les grandes enquêtes pluridisciplinaires dans le Mexique révolutionnaire des années 1920-1940, l’enquête ethnographique des années 1960 à nos jours dans le *Nordeste* brésilien, les grandes enquêtes coloniales, ou encore le modèle des enquêtes de l’UNESCO. Ces divers formats d’enquêtes collectives sont autant de possibles pour nourrir la réflexion sur les modèles à la fois institutionnels et méthodologiques.

|  |
| --- |
| **◣ Enquêtes collectives contemporaines** |

Ce colloque vise également à collecter des retours d’expériences sur des enquêtes collectives contemporaines. Ce chantier exploratoire tentera de dresser un tableau des pratiques actuelles d’enquêtes collectives en sciences sociales. La redéfinition des politiques publiques de recherche a favorisé le développement de financements type européens ou ANR, de programmes internationaux et/ou inter-laboratoires supposant la constitution d’équipes. Ces politiques du financement de la recherche, particulièrement en Europe, ont, par effet secondaire, très certainement favorisé le retour à l’enquête collective et à de nouvelles divisions scientifiques du travail. Une histoire de ces évolutions institutionnelles très récentes, et de leurs modes d’appropriation par les chercheurs, permettrait certainement d’éclairer en partie les causes de ce renouveau. De même, le développement des stages de terrain comme pratique pédagogique d’enseignement de l’ethnographie dans diverses universités françaises et étrangères, l’organisation dans l’enseignement d’enquêtes avec les étudiants démultiplient là encore les enquêtes collectives. Ce retour du collectif en sciences sociales a-t-il puisé dans les expériences passées ? Ou bien s’est-il réalisé sans modèle préalable, et sans réflexion approfondie sur le statut du collectif dans les sciences sociales contemporaines ?

# Par ailleurs, le renouveau de l’enquête collective interroge la division pratique du travail en sciences sociales. Comment, d’une part, les collectifs de recherche cohabitent avec les enjeux de carrière, nécessairement individualisés ? L’idéal d’une communauté productive amicale ne se confronte-t-il pas aux mécanismes de production de chefs ? D’autre part, la diversité des pratiques de terrain et les possibles ouverts par le traitement et le partage informatique des données donnent vraisemblablement lieu à des innovations méthodologiques qu’il s’agit de mettre à jour. L’objectif est ici de capitaliser les pratiques *ad-hoc* qui s’inventent aujourd’hui, pour mieux les fixer et les analyser.

Mais il s’agit tout autant de s’interroger sur le bien-fondé scientifique de tels dispositifs collectifs. Quels sont les apports des collectifs ? Tout d’abord sur le terrain : s’agit-il d’entrées monographiques démultipliant les regards sur un espace social localisé, ou ce renouveau collectif est-il plutôt inscrit dans des démarches comparatives ou multisites centrées sur un groupe social, une pratique (telles la participation électorale ou la mobilisation politique), une entreprise ou une institution saisie sous différents angles ? Quels sont les apports attendus de connaissance ? Quels gains analytiques peut-on entrevoir de ces collectifs dans l’analyse de la structure sociale contemporaine, des institutions ou des processus sociaux plus généraux ? Les enquêtes collectives s’inscrivent-elles dans des sous-champs, renforçant la spécialisation thématique de nos disciplines, ou au contraire contribuent-elles à la création d’intellectuels collectifs aux propos plus généraux ? Les enquêtes collectives, ou les nouveaux collectifs en sciences sociales, favorisent-ils la montée en généralité derrière l’empirie de leur démarche ?

|  |
| --- |
| **◣ Revisite, archivage et mutualisation des données issues d’enquêtes de terrain** |

Depuis plusieurs années, l’archivage des sciences sociales commence à progresser. Des réseaux et des institutions s’y sont engagés. L’objectif est autant de favoriser l’histoire des sciences sociales que de constituer des banques de données qualitatives, complémentaires à l’archivage des grandes enquêtes statistiques. Certains chercheurs ou groupes de chercheurs s’appuient sur ces archives pour conduire des revisites ethnographiques ou des ré-analyses. Ces revisites, favorisées par l’archivage, engagent alors une double historicité, celle des sociétés étudiées, celle du regard scientifique posé sur elles. Les revisites – individuelles ou collectives – sont d’une certaine manière des enquêtes collectives non plus dans le présent mais dans le temps, les chercheurs contemporains dialoguant avec les chercheurs passés. De tels outils de controverses engagent la scientificité de nos disciplines. Retourner étudier le terrain d’un collègue, saisir les réseaux locaux dans lesquels il a été inséré, découvrir la méthode concrète déployée, comprendre la grille d’interprétation favorisée questionnent directement la « boite noire » du travail de terrain. En ce sens, les archives sont le laboratoire des sciences sociales, et la possibilité des revisites un des moyens de renforcer la scientificité de nos disciplines. Mais ces revisites posent de manière cruciale la question de la mise en commun et de la transmission de ses données.

La mutualisation des données est bien une des facettes des enquêtes collectives et un horizon prometteur pour la construction positive des sciences sociales. On pourra s’intéresser aux diverses techniques de mutualisation dans le passé, comme à celles contemporaines, qui posent la question de la mutualisation des données d’un point de vue technique et matériel (archives papiers et numériques, mises en ligne, sites dédiés…), mais surtout d’un point de vue scientifique et déontologique. Jusqu’où peut-on utiliser les données d’un autre, construites dans un cadre scientifique et une socialisation différente de la sienne, sans se méprendre ? Comment faut-il transmettre, mutualiser, pour ne pas isoler ses données ? L’utilisation secondaire est-elle vaine, puisqu’au-delà du cahier de terrain, des notes, la science de l’ethnographe est avant tout celle de celui qui y était ? Quelles sont les données que l’on peut transmettre à des tiers sans trahir ses informateurs ?

Ce colloque inscrit sa démarche dans une histoire réflexive des sciences sociales. Il invite à interroger les enquêtes passées et en cours, les diverses pratiques d’archivages, les techniques contemporaines de mise en commun, la diversité des modes de transmission et de partage des postulats, cadres théoriques, méthodes et données dans le collectif.

**⮡ Format des propositions**

Les propositions doivent mentionner le nom et le prénom de l’auteur, son institution de rattachement et ses coordonnées électroniques et postales en page de garde. Le résumé de la communication proposée ne devra pas dépasser 3000 caractères. Merci d’indiquer un titre et cinq mots clés.

**⮡ Calendrier**

⮩ Clôture des soumissions : 15 février 2014   
⮩ Évaluation des propositions : 1er mars 2014   
⮩ Envoi des textes : 15 mai 2014   
⮩ Diffusion du programme : fin mars 2014   
⮩ Ouverture des inscriptions : début avril 2014   
⮩ Clôture des inscriptions : fin mai 2014

**⮡ Comité scientifique**

■ Eric Agrikoliansky (Irisso/Université Paris Dauphine-PSL, science politique)

■ Laurent Berger (LAS/EHESS, anthropologie)

■ Virgilio Borges Pereira (Universidade do Porto, sociologie)

■ Benoît de l’Estoile (IRIS, anthropologie)

■ Cédric Lomba (CRESPPA-CSU, sociologie)

■ Susana Narotzky (Universitat de Barcelona, anthropologie)

■ Paul Pasquali (CMH-PRO, sociologie)

■ Antoine Roger (Centre E. Durkheim/IEP Bordeaux, science politique)

■ Paul-André Rosental (IEP Paris, histoire)

■ Benoit Trépied (IRIS, anthropologie)

■ Florence Weber (CMH-ETT, sociologie)

**⮡ Organisateurs**

🞂 Gilles Laferté et Nicolas Renahy (INRA CESAER) ;

🞂 Secrétariat : Corinne Dasen (CESAER), [corinne.dasen@dijon.inra.fr](mailto:corinne.dasen@dijon.inra.fr)